

## Les dossiers d'Économie et Politique

# Les régions, lieux stratégiques

pour bousculer la domination du capital

La violence de la double crise sanitaire et sociale, qui se relancent l'une l'autre dans un effet d'accumulation systémique, nous entraîne dans un cataclysme social: l'effondrement du niveau d'emploi et l'explosion de la pauvreté, allant jusqu'à menacer de la faim la partie la plus précarisée de la population, sont un basculement dans une situation nouvelle, bien que la dégradation remonte à plusieurs décennies.

Les mesures d'urgence, pour impérieuses qu'elles soient, et les communistes n'ont jamais failli dans l'exigence de solidarité, ne pourront pas colmater les brèches ouvertes par une déferlante qui fait sauter toutes les digues et paupérise à grande vitesse, en France et dans le monde. Nous avons à faire à une crise de système, c'est au système et à ses logiques qu'il faut s'en prendre. Plus que jamais, les exigences sociales doivent être articulées à des propositions structurelles qui fassent reculer la domination du capital sur tous les aspects de nos vies. Ainsi, mener la bataille, de portée révolutionnaire, pour construire un système de sécurité d'emploi ou de formation, avec les pouvoirs démocratiques et les moyens financiers que cela comporte, c'est une façon de répondre vraiment aux urgences sociales, économiques et écologiques!

C'est la raison pour laquelle nous mettons au cœur de la campagne électorale pour les élections régionales de 2021 la création en région de deux institutions novatrices, convaincus que nous sommes de la nécessité de déborder le cadre habituel d'intervention économique des régions, fût-il utilisé avec les meilleures intentions. Avec les Conférences Régionales Permanentes pour l'Emploi, la Formation et la Transformation Écologique des Productions, et le bras financier qui leur est associé, les Fonds Régionaux, il s'agit en effet de s'emparer démocratiquement de la question de l'emploi sur les territoires, de faire émerger la demande sociale en activités, nouvelles filières, de sécuriser les parcours professionnels, le tout avec des objec-

tifs chiffrés de créations d'emplois et des moyens financiers ; en un mot il s'agit de reprendre collectivement la main sur l'avenir de nos régions.

Ce dossier consacré aux élections régionales repose donc sur l'axe structurant de la novation institutionnelle en région.

Il s'ouvre sur une présentation rapide des compétences et de quelques chiffres éclairants sur les régions, qui montrent le hiatus entre le caractère stratégique des fonctions qui leur sont dévolues et la faiblesse de leur enveloppe budgétaire. Ces données renforcent à la fois la nécessité d'une bataille financière pour qu'elles disposent de plus de moyens, mais montrent aussi l'intérêt des fonds régionaux qui démultiplient les fonds publics par un effet de levier avec des fonds privés, sous condition d'en orienter l'attribution selon des critères d'efficacité sociale, à l'opposé de la rentabilité financière.

En début et en fin de dossier, encadrant l'ensemble comme deux piliers porteurs, nous présentons les deux institutions au cœur du projet régional sur l'emploi: les conférences permanentes et les fonds régionaux. Il est montré dans le premier article quels contenus donner aux conférences pour « franchir le pas régional vers une sécurité d'emploi et de formation », et dans le second comment les fonds régionaux pourraient canaliser et mobiliser des masses financières considérables que le capital utilise aujourd'hui contre les dépenses humaines. C'est la conquête des pouvoirs et des moyens financiers pour réaliser l'objectif d'émancipation du marché du travail.

Deux articles donnent ensuite des éclairages concrets sur la confrontation régionale avec le patronat. Le premier, consacré à l'apprentissage, que le gouvernement d'Emmanuel Macron a retiré de la compétence des régions pour le confier aux branches professionnelles, montre les effets de ce transfert et de cette dérégulation sur les rythmes scolaires, sur les contenus pédagogiques, la protection au travail des jeunes apprentis, et l'assèchement financier de la filière publique des lycées professionnels qui en résulte. Nous porterons dans notre campagne électorale le retour de l'apprentissage à la compétence régionale. Le second article est une analyse, à partir de l'expérience d'un syndicaliste de la métallurgie au CESER de Franche-Comté, de ce que sont les politiques régionales d'« accompagnement du capital » sur les aides publiques aux entreprises, et comment les propositions syndicales sont balayées d'un revers de main au nom du respect des normes capitalistes: laisser au patronat l'entière mainmise sur l'utilisation de l'argent public. Une expérience qui justifie en creux le besoin de bousculer les habitudes, sortir des sentiers battus avec les nouvelles institutions que nous proposons.

Une fenêtre sectorielle sur l'agriculture et l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) ouvre des horizons sur un modèle autre de développement, que les politiques régionales peuvent aider et soutenir. Sortir de l'agriculture industrielle et des pressions de l'« agro-business » pour une agriculture paysanne reste un impératif humain et écologique. Le maillage des territoires par des structures d'ESS, et l'étendue de leur champ d'intervention qui va de l'économie à la culture, de l'intervention sociale aux sports en font un outil important de cohésion et de services rendus, à condition d'en préserver les principes fondateurs d'éthique sociale, sous la menace perpétuelle de la dérive marchande.

Enfin, un dernier article complète l'exposé sur les nouvelles institutions, en se plaçant cette fois-ci non pas au sein des conférences et des fonds régionaux, supposés installés, et de ce qu'on pourrait y faire, mais en se situant à l'amont de leur création, avec deux optiques: la première remonte aux fondements théoriques sur lesquels s'adosent nos propositions institutionnelles, dans le cadre d'un processus révolutionnaire de dépassement du capitalisme. La seconde, d'ordre pratique au contraire, aborde la question de la jonction de ces institutions aux luttes actuelles: comment construire ces structures en tant que débouchés politiques et à partir des mobilisa-

tions pour en faire un outil de conquête de nouveaux pouvoirs et non une structure fantoche de plus.

Dans cette période de tous les dangers sociaux, écologiques, démocratiques et politiques, il importe que les communistes gardent le cap sur le changement révolutionnaire, et le portent hardiment dans les prochaines échéances électorales.

Le report des élections départementales et régionales nous laisse le temps pour mettre nos propositions en débat avec le mouvement social et associatif, le temps pour les placer au cœur du rassemblement avec les forces politiques, le temps de leur donner une visibilité nationale qui pose clairement l'enjeu sur l'avenir : celui de l'illusion du filet de protection par le « revenu universel » ou celui d'une nouvelle liberté avec la sécurité d'emploi et de formation.■

*Evelyne Ternant*